



# 1<sup>er</sup> mai : anticapitalistes et internationalistes !



Le 1<sup>er</sup> Mai est une journée de lutte internationaliste et de revendications des travailleuses et travailleurs. Rarement on a autant eu de raisons d'y participer qu'en 2024 : guerres en Palestine et en Ukraine, crise globale du système capitaliste, attaques contre les libertés, recul des droits sociaux, déni climatique, etc.

## Contre la guerre et tous les impérialismes

La guerre impérialiste menée par la Russie en Ukraine, ainsi que la guerre génocidaire en cours à Gaza, sont les conséquences de la « Realpolitik » des grandes puissances, de leur volonté de contrôler des aires d'influence, quitte à envoyer à la mort des dizaines de milliers de personnes. Mais, dans le monde entier, le rejet de la guerre reste majoritaire. Notamment, la mobilisation contre la guerre conduite par le gouvernement israélien d'extrême droite est très forte dans les universités des États-unis, et elle s'étend à d'autres pays.

Ce 1<sup>er</sup> Mai 2024, partout dans le monde, disons non aux occupations et revendiquons le retrait des troupes impérialistes :

- soutien à la résistance ukrainienne : troupes russes hors d'Ukraine !
- soutien à la résistance palestinienne : cessez-le-feu, retrait des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie, décolonisation de la Cisjordanie, droit au retour pour les Palestiniens, égalité des droits pour toutes et tous, quelles que soient leurs religions ou origines « ethniques » !

Mais aussi retrait des troupes françaises d'Afrique, droit à l'indépendance du peuple kanak, droits démocratiques pour le peuple kurde, etc.

## Pour nos droits sociaux et démocratiques

La crise économique fait rage, avec une inflation qui nous rend chaque mois un peu plus pauvres. Les luttes sur les salaires dans les entreprises, les mobilisations paysannes dans le monde (comme précédemment le mouvement des Gilets jaunes, la lutte contre la réforme des retraites ou dans l'éducation) ont montré une même préoccupation : les classes populaires refusent les reculs sociaux que veulent nous imposer les capitalistes pour préserver leurs profits. Ceux-ci n'hésitent pas à s'attaquer à la démocratie et aux libertés publiques pour briser les résistances, que ce soit en utilisant leurs institutions (comme le 49.3) ou par des mesures autoritaires (interdiction de manifestations ou de réunions, actions judiciaires contre les militant·e·s, etc.)

Contre ces capitalistes et leurs représentant·e·s politiques, nous défendons une augmentation générale des salaires, et leur indexation sur les prix. Nous voulons la retraite à 60 ans (55 pour les métiers pénibles), la reconstruction des services publics, la réquisition des banques au service de la majorité.

## Écosocialisme ou barbarie

Le capitalisme « vert » n'est que propagande. Le réchauffement climatique et, plus largement, la crise écologique sont provoqués par le système capitaliste, intrinsèquement productiviste, exploiteur insatiable des humains et de la nature. Les conséquences en sont déjà catastrophiques : épidémies, fonte des glaciers et montée du niveau marin, sécheresses, inondations, exil climatique de populations entières. Parallèlement, la montée de l'extrême droite – roue de secours du capitalisme – menace nos libertés et l'ensemble de nos droits sociaux, et cette extrême droite est aux portes du pouvoir dans de nombreux pays, y compris la France.

Face à ces dangers, nous devons affirmer notre solidarité avec les peuples du monde entier, la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous les migrant·e·s, l'égalité pour toutes et tous, quelles que soient l'origine, la religion, le genre, la sexualité. Nous avons aussi besoin de mesures concrètes contre le réchauffement climatique, comme réquisitionner les entreprises de l'énergie et des transports ou mettre en place une planification écologique.

Que ce soit face à la guerre, pour nos droits sociaux, l'égalité ou l'écologie, toutes ces mesures sont incompatibles avec le capitalisme et les exigences des classes dominantes du monde entier. C'est pour cela que nous voulons organiser à l'échelle internationale notre camp social, le prolétariat, le monde du travail, pour en finir avec ce système, mettre en place une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, et enfin respectueuse des équilibres naturels. Ce combat révolutionnaire, nous voulons le mener dans l'unité avec toutes celles et tous ceux qui veulent agir, dès maintenant, pour changer le monde.

**Ce 1<sup>er</sup> Mai dans la rue...et puis la lutte continue !**

**Blog angevin du NPA-L'Anticapitaliste :** <http://npa49.fr/>  
**Facebook :** [www.facebook.com/npa49](http://www.facebook.com/npa49)  
**Contact :** [npa49@yahoo.fr](mailto:npa49@yahoo.fr)

## Avril 2024 en répression

EN FAIT, LE MACRONISME, C'EST  
DE L'EXTRÊME DROITE AVEC  
DES PHRASES POMPEUSES



### « Écoterrorisme »

Après l'échec de la tentative de dissolution des Soulèvements de la Terre l'an passé, l'État français n'a pas renoncé à sa chasse aux soi-disant « écoterroristes » : le 8 avril, 17 personnes – dont deux militant·e·s du NPA – ont été placées en garde à vue à la suite de la campagne d'actions contre le bétonneur Lafarge. Mais la lutte contre le productivisme écocide ne cessera pas pour autant ! L'Anjou rouge s'associe notamment à l'appel, lancé par les Soulèvements de la terre-49, à une « cyclo-manif » **samedi 8 juin** contre la nouvelle zone Océane 3 - Angers/St Sylvain que l'agglomération d'Angers veut artificialiser aux dépens d'aires naturelles ou agricoles et de la biodiversité.

### « Apologie du terrorisme »

Parallèlement, sous diverses formes, la répression s'est abattue contre celles et ceux qui ont manifesté leur refus du massacre à Gaza commis par l'État d'Israël. Également le 8 avril, le cheminot de SUD Rail, militant à Révolution permanente, Anasse Kazib a été convoqué par le Groupe de Lutte Anti-Terroriste de la police dans le cadre d'enquêtes préliminaires pour « apologie du terrorisme » (le NPA, Solidaires étudiant·es de l'EHESS et d'autres militant·e·s avaient déjà eu « droit » à une telle convocation...) Le 18 avril, le tribunal correctionnel de Lille a infligé un an de prison avec sursis à Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'UD CGT du Nord. Son prétendu « crime » ? Le contenu d'un tract de soutien aux Palestiniens diffusé quelques jours après les attaques du Hamas le 7 octobre dernier, qualifié d'« apologie du terrorisme ». Enfin, Mathilde Panot, cheffe de file des députés LFI et la juriste franco-palestinienne Rima Hassan, candidate LFI aux élections européennes, ont été également entendues par la police, hier 30 avril, pour « apologie du terrorisme » !

## Interdiction de réunions et de manifestations

Concomitance de calendrier, quelques jours après la scandaleuse interdiction par la présidence de l'université d'Angers d'une fête antifasciste programmée le 18 avril et à laquelle devait participer l'historienne Ludivine Bantigny (celle-ci a dû finalement tenir sa conférence – avec succès – à la Bourse du travail), ce fut au tour d'une conférence sur la Palestine de Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan, également prévue le 18 avril, de subir la censure. À la suite des prises de positions de personnalités politiques de LR, du RN ou du PS, l'université de Lille a annulé cette conférence prévue dans ses locaux, puis la préfecture de Lille a interdit sa reprogrammation dans une autre salle ! Pareillement à Paris, la marche contre le racisme et l'islamophobie appelée le 21 avril par des militant·e·s de quartier fut interdite par la Préfecture de police, avant que cette interdiction soit jugée illégale par la justice...



Sous des prétextes fallacieux, le pouvoir veut s'attaquer à tout ce qui lui résiste, faire taire les oppositions aux puissants, aux impérialismes, aux actionnaires... Il cherche en particulier à casser la solidarité avec le peuple palestinien qui résiste aux pressions d'une puissance colonisatrice et coupable de crimes de guerre.

Il y a danger, il y a urgence : l'ensemble du mouvement de solidarité avec la Palestine, la gauche sociale et politique, doivent résister ensemble au « *maccarthysme à la française* » du gouvernement, des droites et des extrêmes droites. L'ensemble des forces progressistes et du mouvement ouvrier doit se réunir pour organiser la riposte la plus large, pour affirmer que la solidarité n'est pas un crime et combattre pour la sauvegarde des libertés publiques. C'est le sens de la tribune « **Pour la liberté d'opinion et contre la censure !** » publiée par Médiapart le 26 avril et signée par des organisations associatives (dont AFPS, ATTAC, UJFP, etc.) syndicales et politiques (dont LFI, NPA, UCL, GES, etc.) et par des personnalités.

On veut nous faire taire, mais cette répression n'arrêtera pas des luttes plus que jamais nécessaires pour l'ensemble des droits démocratiques, sociaux et écologiques partout dans le monde. En particulier, elle n'arrêtera pas la solidarité avec le peuple palestinien et la défense de ses droits légitimes.

**La répression ne fera pas taire les mouvements sociaux ou écologistes ni la solidarité avec la Palestine**